

## ENTRETIEN

DOMINIQUE MANOTTI. *Historienne, romancière et spécialiste de la Révolution industrielle*

## «Du côté français ça n'a aucun sens de parler de réconciliation des mémoires alors que le travail de mémoire n'est pas fait»

Historienne de formation, spécialiste de la révolution industrielle, syndicaliste, Dominique Manotti est l'auteure de plusieurs polars dont *Marseille 73*, son 13<sup>e</sup> roman qui s'intéresse aux crimes racistes qui ont coûté la vie à des centaines d'Algériens dans une France qui avait du mal à faire son deuil de «l'Algérie française». Militante engagée dès sa première année à la Faculté des lettres de l'université Paris-Sorbonne, c'est par la question algérienne que Marie Noëlle Thibault, de son véritable nom, en est venue à l'engagement politique. Plume reconnue, elle explore des épisodes noirs de l'histoire de la société française pour en faire des romans. Histoire qu'elle met en scène sans concessions et sans complaisance. En véritable archéologue des enquêtes cold cases, Dominique Manotti enchante les amateurs du roman noir avec la garantie d'une mise en lumière documentée, riche et passionnante. Pour *El Watan*, la romancière a accepté de revenir sur cette période marquante de sa vie, la Guerre d'Algérie. Elle nous livre son témoignage sur le 17 Octobre 1961, nous parle de l'effervescence révolutionnaire de l'époque. S'explique sur ce qu'elle ne cesse de pointer, «le déni français» qui, pour elle, est le point nodal du refus de la France officielle d'un véritable travail de mémoire sur ce passé colonial qui ne cesse de hanter la République.

Entretien réalisé par  
Assia Bakir

**Quel est votre rapport à l'Algérie ?**

Je connais très mal la société algérienne, ou pas du tout. Je connais beaucoup mieux la situation des travailleurs algériens en France, première, deuxième et troisième générations. Ma première manifestation était celle du 27 octobre 1960, appelée par l'UNEF et la CFTC-Paris. Interdite, elle s'est terminée en un grand meeting qui a réuni beaucoup de monde à la Mutualité. C'était sur la question de l'indépendance de l'Algérie, alors qu'à l'époque il n'y avait pas beaucoup d'organisations qui soutenaient la question de l'indépendance.

La faculté de Paris était très engagée sur ces questions-là. L'UNEF a été la première organisation de masse, à travers sa reconnaissance de l'UGEMA, à prendre une position sur l'indépendance. Cela a été pour moi le début de ma vision du monde. Je suis arrivée en fac à 17 ans, je n'avais jamais lu ce qui se faisait de clandestin. Au début, c'était un engagement simplement moral sous le slogan «Pas en mon nom». Je ne veux pas que ça soit fait en mon nom. Je ne faisais pas partie des porteurs de valises, mais je mettais des tracts dans les enveloppes sur ce problème-là. Je n'ai pas connu physiquement les porteurs de valises, mais à la Sorbonne il y avait beaucoup de monde. L'université était marquée par une bagarre ouverte, sur l'Algérie, entre l'Union des étudiants communistes (UEC) qui, eux, étaient clairement pour l'indépendance, tandis que le Parti Communiste (PC) militait pour la paix. J'ai adhéré à l'UEC au lendemain du 17 Octobre 1961.

**Où étiez-vous le 17 octobre 1961 ?**

J'étais dans la rue. Nous étions dehors le soir même, essentiellement autour de la Sorbonne, pas au milieu de la manifestation. A l'époque, ce qui se disait dans le milieu militant, je ne sais pas si c'est vrai ou pas, c'est que le FLN voulait faire une manifestation exclusivement algérienne et qu'il ne fallait pas qu'on y soit. Je crois que le FLN a demandé à des personnes connues d'être là comme témoins. Il voulait une démonstration de force portée par les Algériens. L'enjeu pour la Fédération de France du FLN, en plein négociations, c'était de démontrer l'appui de masse de la population algérienne pour l'indépendance. Il y a eu tout de suite des témoignages autour des événements mais ils n'ont pas été publiés. A l'exemple du travail réalisé par le couple Péju, Marcel et Paulette, auteurs de «Le 17 octobre des Algériens», qui a été immédiatement interdit. Ainsi que le film-documentaire «Octobre à Paris» de Jacques

Panijel réalisé en 1962. Interdit. Nous avons également l'exemple complètement incroyable du roman «Le visage de pierre» de William Gardner Smith sur le 17 octobre 1961. Livre publié aux Etats-Unis en 1963, Je ne l'ai pas lu, car l'ouvrage a été refusé en France. Et il vient de sortir, là en octobre 2021. Toute la violence de la censure !

**Un Américain qui écrit autour du 17 Octobre 1961 ?**

Dans Paris de la fin des années 1950 et début 1960, il y a eu un épisode très passionnant. Une bande d'auteurs noirs américains sont venus en France pour échapper au racisme américain. Un mouvement initié par Richard Nathaniel Wright. Ils vivaient tous dans le milieu intellectuel français, qui à l'époque était à gauche, ce qui n'est plus le cas maintenant. Ce qui était marquant, c'est qu'ils n'avaient aucun problème de rapport entre Blancs et Noirs. Avec la police, ils avaient le passeport américain.

Quand il arrivait qu'ils aient à faire à la police, la consigne était claire, ils étaient Américains, on les remet dans la rue on ne s'occupe absolument pas d'eux. Ce groupe vivait, en grande partie, dans le quartier Saint-Séverin à forte présence algérienne. J'étais jeune étudiante à la Sorbonne, j'ai le souvenir net que le quartier Saint-Séverin était algérien. Les rapports entre les deux groupes étaient extrêmement bons. Ce sont les militants algériens qui leur ont dit : «Vous êtes contents maintenant d'être Blancs». Ce qui a amené le groupe à réfléchir à la situation, tel que William Gardner Smith qui a assisté à la manifestation du 17 octobre 1961. Dont le roman a été frappé du sceau de l'interdit.

**Est-ce à cause du fameux «déni français», que vous évoquez souvent dans vos interventions, que cette interdiction a été aussi prégnante ?**

En tant que romancière de la société française, ce qui m'intéresse beaucoup c'est l'histoire du déni. Là, il convient de saisir à quel point c'est profond. C'est structurel de la culture française. On a eu par exemple un déni total de la question du racisme. C'est le point aveugle.

Dans «Marseille 73», j'ai repris la déclaration officielle de Georges Pompidou, président de la République de l'époque. En pleine ratonnade, 50 morts sur la France entière, 15 à 18 morts sur Marseille et sa région, il déclare : «En France, il n'y a pas de racistes, donc il n'y a pas de crimes racistes». Point barre, voilà la position officielle de la présidence de la République en pleine crise de ratonnades.

C'est vraiment constitutif. La société française ne peut pas s'avouer, se comprendre, comme raciste. Il y a tout un discours sur l'universalisme,



Dominique Manotti

sur les droits de l'Homme, l'héritage de la Révolution française, etc. «En France, on n'est pas racistes». Alors que la France a été l'un des premiers pays à théoriser l'antisémitisme à la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

C'est un historien israélien, Zeev Sternhell, qui a étudié la question dans son ouvrage magnifique sur les racines de l'antisémitisme européen. Aucun Français n'acceptait cette idée. Il se passait un nombre de choses important sur l'antisémitisme dans le reste de l'Europe sur lequel la France n'était pas responsable, mais la théorisation s'est faite chez nous. Ce sont nos hommes politiques théoriciens, tels que Maurras et d'autres, qui ont vraiment donné la forme intellectuelle de l'antisémitisme. Ce n'est pas un historien français qui l'a mis au jour.

Deuxième étape toute aussi importante dans la continuité, il y a eu la collaboration et le rôle que la France a joué pendant cet épisode. 20 années durant silence total, les historiens français n'ont pas travaillé là-dessus. Il n'est rien sorti sur la collaboration. La version officielle c'est, un, la France a résisté. Deux, Vichy a sauvé les Juifs français. «On a sacrifié les Juifs étrangers, mais bon on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œuf. On a protégé nos Juifs», ce qui évidemment est complètement faux. Le régime de Vichy était un régime profondément antisémite. Là aussi c'est un historien américain, Robert Paxton, qui a crevé l'abcès. Le premier qui a travaillé sur Vichy et mis au jour ce qu'était Vichy. Vous voyez à quel point c'est répétitif.

Avec la guerre d'Algérie, enfin ce que nous appelons guerre d'Algérie, ce que les Algériens nomment la guerre de libération nationale, l'occultation a été, à la limite, encore plus massive et épaisse, c'est absolument incroyable. On en revient toujours à cette image que la société française a d'elle-même «universaliste», «droit de l'Homme-iste», etc. Tout ce qui touche à ça c'est du séparatisme. Aujourd'hui c'est exprimer sous séparatisme, autrefois on ne parlait pas de séparatisme, mais on le nie tout simplement. On n'en parle pas !

**Ce qui fait écho à l'actualité d'aujourd'hui et tout le débat autour à la fois de la place de l'immigration en France et du passé colonial, non ?**

Moi je ne m'occupe que des Français. Du côté français, ça n'a aucun sens de parler de réconciliation des mémoires alors que le travail de mémoire n'est pas fait [...] Le problème des Français n'est pas la repentance, c'est une notion

catholique bizarre. Le problème des Français c'est de comprendre qui ils sont. C'est un pays colonisateur et ça se voit tous les jours. Dans leur police, dans leur justice, dans leur constitution, dans leur exercice du pouvoir. Ils sont le fruit de la colonisation, eux aussi.

C'est absurde de croire que l'on a colonisé et laissé les problèmes de la colonisation dans les pays colonisés. On les a récupérés aussi. Dans l'administration française pendant toute la période de la colonisation, les administrateurs vont et viennent entre colonisés et colonisateurs.

Un individu comme Maurice Papon a commencé sa carrière sous la collaboration. Il était secrétaire général de la préfecture de Gironde.

C'est lui qui a fait les déportations des Juifs, etc. Il était là ! Ensuite, où a-t-il été nommé ? Préfet au Maroc pendant le protectorat. Il a vu la répression, où on a mitraillé tranquillement. Les tribunaux permanents des forces armées (TPFA) fonctionnaient à plein régime, sans avocats et où les accusés étaient fusillés à la sortie du tribunal. Ce fut pour lui une période d'observation et la mise au point des méthodes. De là, il part pour Constantine où il occupera la fonction de préfet en pleine guerre d'Algérie. En 1958, de Gaulle le rappelle et le nomme à Paris.

Dans leur ouvrage «Les Algériens, la terreur d'État et la mémoire, Paris 1961» Jim House et Neil MacMaster proposent une lecture minutieuse de la mise en place par Maurice Papon de cette violence raciste institutionnelle, organisée, réfléchie et pensée à partir de ses expériences dans les colonies.

Nous avons aussi l'exemple de Pascal Bolot, qui a également tout appris en Algérie. A la suite de quoi il est nommé préfet du 93, Seine-Saint-Denis. Où il crée les Brigade Anti-Criminalité (BAC) sur le modèle des brigades spéciales qui fonctionnaient en Algérie. Tout ceci est totalement négligé, nous sommes le fruit de la colonisation, de la politique des colonisateurs, nous sommes des colonisateurs.

**Pas essentiellement...**

Oui, mais de façon très importante. La constitution de la V<sup>e</sup> République est issue d'un coup d'Etat militaire. Et si on regarde comment elle fonctionne aujourd'hui, nous sommes presque en «démocrature». Le fonctionnement de la démocratie aujourd'hui en France est très abîmé.

A. B.